10 2010

Les leçons à tirer : Luttes et savoirs de la rébellion

Lina Dokuzović

Traduit par Lise Pomier

Le 20 octobre 2009, les Viennois de gauche eux-mêmes ont été surpris lorsque les étudiants et le personnel de l'Académie des Beaux-Arts de Vienne ont entrepris de manifester, en occupant les locaux de l'université. L'événement a été précédé par des actions de groupes et par des recherches auto-organisées sur les réformes du processus de Bologne, qui visaient à modifier la façon d'apprendre et d'enseigner. Plusieurs initiatives, dont une série de tournées pour présenter les faits relatifs à ce processus de réforme recueillis à partir d'une recherche auto-organisée dans différentes classes de l'Académie, ont permis à un petit groupe d'étudiants et d'enseignants politisés de prendre de l'ampleur. Au fur et à mesure que la situation devenait plus tendue – moins de temps, de disponibilité, de ressources, de flexibilité et de place laissée à la recherche hors curriculum et au questionnement auto-réflexif – des alliances plus solides ont commencé à se former entre les groupes issus de différentes universités viennoises. Le processus durable de lutte et d'auto-organisation qui a suivi a conduit à une meilleure compréhension collective et au développement des modes de contestation et d'organisation à adopter.

L'occupation de l'Académie avait pour cause première un conflit avec le doyen au sujet d'un document appelé « Plan de développement » (*Entwicklungsplan*), une déclaration de mission qui devait déboucher, sous une forme plus développée, sur un « Accord budgétaire » (*Leistungsvereinbarung*), un contrat juridiquement contraignant passé entre une université autrichienne donnée et le ministère fédéral des Sciences et de la Recherche, et prévoyant de fixer sur trois ans des réformes structurelles et des objectifs statistiques en échange d'un financement déterminé. Cette année-là, le doyen avait fait savoir qu'il accepterait des suggestions pour ce projet, ce que les étudiants et les enseignants, persuadés que la transparence s'en trouverait améliorée, avaient considéré comme une occasion d'intervenir et d'opérer les changements de l'institution en commençant par la base. En conséquence, plusieurs projets auto-organisés ont circulé, avant de constituer un seul et unique document final incluant tous les départements et instituts, contribuant au passage à une prise de conscience collective. Ce document fut ensuite présenté au doyen, à charge pour lui de le faire parvenir au ministère. Le doyen s'étant montré très évasif sur ce qu'il entendait effectivement transmettre au ministère, un groupe d'environ 250 étudiants et enseignants avait occupé le grand amphi et prié le doyen de faire connaître sa décision. La réponse restant très ambiguë, il fut décidé de poursuivre l'occupation jusqu'à satisfaction complète des revendications. L'occupation devait durer plusieurs mois, remettant en question et compromettant la privatisation progressive de cet espace particulièrement emblématique, loué de temps en temps, entre autres, pour des événements extérieurs comme le lancement d'agences bancaires, des défilés de mode et autres manifestations du même genre. A la place, des soirées, des réunions, des concerts, des spectacles et des conférences occupaient les lieux, tous ces événements étant organisés à l'initiative des seuls squatters. Plus le

nombre de personnes impliquées dans le processus augmentait, plus les demandes se faisaient abstraites, tel le renoncement à la privatisation des communs – un idéal sans doute beaucoup plus difficile à satisfaire que les premières demandes visées par l'accord budgétaire.

> « Dans l'ensemble, la contestation ne se limitait pas à la dé-hiérarchisation, à l'appropriation de l'espace (ou des espaces), à l'auto-organisation et à l'examen des conditions de travail et d'étude. Elle était dominée, au contraire, par des demandes, des critiques et des revendications qui allaient bien au-delà du contexte immédiat de l'éducation et des universités, s'étendant à l'identification des moyens grâce auxquels la logique de marché capitaliste néolibérale avait infiltré tous les secteurs de la vie, en les marchandisant et en les contraignant à l'isolement par des politiques d'exclusion racistes et sexistes, détruisant ainsi la collectivité même que les manifestations avaient tenté d'établir. La prise de conscience selon laquelle l'amélioration d'un système d'éducation ne doit pas être spécifique mais doit au contraire refléter la structure et le système qui le produisent et en dépendre, par le biais non pas de réformes homogénéisées imposées de haut en bas, mais de la démocratie de base, met en évidence l'authenticité de la contestation. Le but n'était pas d'avoir une plus grosse part du gâteau, ni même d'avoir le gâteau pour soi tout seul – mais de revoir entièrement le fonctionnement de cette fichue pâtisserie ! »[1]

Deux jours après l'occupation de l'Académie, un groupe d'étudiants et d'enseignants transmettait sa requête auprès du ministère des Sciences et de la Recherche, alors que l'accord budgétaire était en

cours de négociation, et faisait suivre l'information auprès des autres universités de Vienne pour présenter la situation, le mouvement faisant boule de neige au fur et à mesure que d'autres groupes le rejoignaient. Les manifestations ont très vite gagné les autres universités et fait cause commune avec d'autres mouvements de protestation dans le monde, faisant cette fois boule de neige au plan international. Les effets à long terme de ce regroupement ont conduit au Contre-Sommet transnational de Bologne, en mars 2010, pour protester contre la réunion, à Vienne, des ministres européens de l'enseignement supérieur, pour « l'inauguration » de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, objectif supposé du processus de Bologne. Le Contre-Sommet dura plusieurs jours, avec des interventions, des actions de protestation et un blocage destiné à compliquer l'arrivée des ministres au palais Hofburg de Vienne, où devait se tenir le Sommet. Des manifestants de plusieurs pays affectés par les réformes du processus de Bologne profitèrent de l'occasion pour faire connaître leurs positions et leurs exigences, sous forme, le plus souvent, de déclarations, de sabotage et d'occupation des lieux, plutôt que de revendications clairement formulées comme c'était le cas auparavant.

Privilèges, infantilisation et autodiscipline

Le fait qu'il ait été possible pour des étudiants et des professeurs de l'Académie de trouver le temps et les lieux nécessaires pour s'auto-organiser et pour examiner de manière indépendante, avant l'occupation, les conditions de leur propre exploitation est à la fois remarquable et révélateur. Le processus de Bologne implique l'harmonisation des cursus, des diplômes et des crédits transférables, amenant le fondement d'une forme de concurrence, grâce à une valeur de change d'unités d'éducation clairement définie, et à une utilisation plus efficace du temps et de l'espace.

Que le profit soit le fruit du travail non rémunéré des étudiants, de l'exploitation des stagiaires, de la rareté des emplois ou de l'accroissement de la dette, son accumulation est maximisée par les structures réformées, qui réduisent le temps et l'espace potentiellement « perdus » pour des processus susceptibles de remettre ces structures en question sans générer de profit.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la vague de contestation soit venue d'une école de formation artistique ? A l'Académie des Beaux-Arts de Vienne, l'admission est déterminée par un examen d'entrée de trois jours. Des artistes professionnels donnent ensuite leur avis, et déterminent le degré ou l'absence de « génie » du candidat. Si un candidat est accepté, sa stature d'artiste – niveau de « génie », titre universitaire, image professionnelle – est établie. Le risque d'échec en cours d'études est infime, le nombre d'années occupées par chacun pour parfaire ses compétences, satisfaire à ses obligations universitaires et trouver un créneau sur le marché de l'art étant illimité - ce qui réduit considérablement les angoisses propres aux étudiants d'université - avant que l'artiste diplômé ne soit livré aux mécanismes du marché. Toutefois, la réduction de l'espace, du temps et des ressources modifie profondément cette situation. La politisation entamée avant les manifestations n'a été possible que parce que de telles ressources existaient. La contestation en tant que telle pouvait même faire partie intégrante des études et/ou de la production artistique.

Les réformes du processus de Bologne ont été appliquées par le biais de divers modes d'ajustement structurel en fonction du pays considéré, par exemple la notion très largement répandue d' « autonomie » – un cheval de Troie néolibéral dans le domaine de la terminologie – introduite en Autriche dans les années 1990 de manière proactive, bien qu'elle soit nettement réactive par nature. De plus en plus souvent, cette « autonomie » est proposée

et mise en œuvre pour éteindre les flammes du mécontentement lorsque des restructurations plus respectueuses de la base sont réclamées à cor et à cri. Ce qui peut passer pour une réponse aux exigences trouve en réalité une parfaite illustration dans l'épisode sur lequel s'est ouverte cette analyse, à savoir les négociations de l'Académie autour de l'accord budgétaire. Pour les établissements d'enseignement supérieur, l'« autonomie » dénote une absence croissante de responsabilité financière de la part du ministère. En d'autres termes, l'Etat abandonne les universités, en matière de financement, à la « liberté » de la fosse aux requins du marché libre. Par voie de conséquence, l'investissement privé - qui restructure en profondeur les départements et les cursus pour mieux répondre à ses besoins -, l'augmentation brutale des frais de scolarité, la différenciation accrue entre étudiants et enseignants résidents et non résidents, les projets de mobilité destinés à augmenter le renouvellement générateur de profits des non-résidents, etc. sont les résultats concrets de cette « autonomie ». Alors que les hommes politiques et les doyens d'université s'appropriaient les manifestations et leur vocabulaire, les revendications prenaient un tour pervers par rapport à leurs intentions, le processus de prendre en main les réformes devenant en quelque sorte une forme de subversion neutralisante, prisonnière de ses propres diktats.

L'instrumentalisation de l' « artiste extravagant », perdu dans son rêve d' « autonomie de l'art », fournissait une base toute trouvée à l'infantilisation des manifestants, permettant dans le même temps un certain niveau de tolérance qui amenait à ne pas les considérer véritablement comme une menace, sans trop se préoccuper de la façon dont était constitué ce privilège. En fait, l'appropriation et l'instrumentalisation succédant aux demandes visant à gérer personnellement les réformes de l'enseignement donné et reçu qui les concernaient au premier chef n'ont fait qu'attiser une forme

efficace et gratuite d'autodiscipline optimisée. Nous avons créé une recette idéale pour apaiser notre propre mécontentement, en reproduisant autour de nous la machinerie tout entière.

Nous voulons tout,[2] nous ne demandons rien ![3]

Le 4 mars 2010, Beatrix Karl, depuis peu ministre des Sciences et de la Recherche, s'est rendue à l'Académie des Beaux-Arts et a invité plusieurs « experts » éminents et représentants des syndicats étudiants à une discussion libre sur les manifestations, pour connaître les raisons de ce tapage et trouver un moyen, au titre de ses nouvelles fonctions, d'y mettre fin. Après une période assez longue de déclarations ambiguës de Beatrix Karl, de critiques du public et de frustration croissante de la part des représentants étudiants, une représentante de l'Académie a déclaré qu'elle ne voyait pas la raison de poursuivre ce prétendu « dialogue » avec madame Karl, la négociation entamée avec le ministère à la suite des manifestations, dans la mesure où elle ne pensait pas qu'il pouvait en sortir quelque chose d'utile. Après quoi elle a décrété la « fin du dialogue ». N'étant pas préparée à cette situation et après de longues pauses maladroites, Karl s'est montrée de moins en moins capable de faire face à la vague des huées et des injures proférées par le public.

> « Sans une revendication précise, aucune médiation n'est possible à des fins d'apaisement ; 'ne pas' exprimer de demande n'est pas l'expression d'un manque, mais une affirmation contradictoire de pouvoir *et* de faiblesse. Trop faible pour essayer d'obtenir quelque chose de la part de ceux qui dominent la vie du prolétariat, et en même temps assez fort pour tenter de s'approprier directement

> sa propre vie, son temps et son activité et y réussir, hors de toute médiation ».

« Les revendications deviennent les outils de leur propre suffocation. » Ces deux citations, extraites de « We Demand Nothing », de Johann Kaspar, confortent sa conviction que la demande en elle-même définit les conditions selon lesquelles la résistance peut trouver son terme, et la date même d'expiration de la lutte.[4] Son analyse porte une tendance récente, mais en constante augmentation, à ne rien demander du tout, en essayant de légitimer ces formes de lutte éminemment ambiguës comme la seule voie restée disponible dans les structures socio-politiques actuelles d'oppression, d'appropriation et d'instrumentalisation. Kaspar déclare : « Au fur et à mesure que les conditions d'exploitation se développent, les luttes elles-mêmes changent, exprimées non pas par des revendications, mais par le contenu même des activités. » L'occupation est la façon la plus évidente de rompre la symbiose entre la demande et l'appropriation bénéfique de la résistance, en revendiquant le temps, l'espace, le social, les communs. Une occupation ne demande rien ; elle prend tout ce qu'elle peut et s'y tient.

Mobilité ou immobilisation d'un mouvement

Que se passe-t-il lorsque la contestation et l'occupation atteignent un certain degré de raffinement, abandonnant toutes les exigences et se contentant d'exposer les conditions de l'exploitation dans une économie du savoir ou de bloquer la circulation des biens privés ? Pouvons-nous considérer ces exigences en fonction de l'offre et de la demande dans le cadre des structures néolibérales de l'appropriation ?

La notion d'espace des savoirs définit une zone dans laquelle le capital qui soutient un flux des savoirs – humains, cognitifs, commerciaux – est en mesure de circuler librement à l'intérieur d'une zone fortifiée. L'analyse des systèmes-monde définit la division néocoloniale du monde en termes de périphérie, de semi-périphérie et de centre, clivage en fonction duquel le profit et le capital sont autorisés et encouragés à circuler librement au centre ; la semi- périphérie, au contraire, subit des restrictions modérées, tandis que la périphérie reste une zone d'exception. L'Union européenne est un parfait exemple de ce type de centre supranational, l'Europe de l'Est constituant la semi-périphérie, et l'Afrique, par exemple, appartenant à la périphérie.[5] L'espace européen d'enseignement supérieur désigne comme centre la zone de savoir de l'UE. L'un des principaux objectifs du processus de Bologne est la mobilité maximale des professeurs et des étudiants à l'intérieur de cet espace. Ce qui apparaît comme un moyen de briser les politiques de frontières restrictives établit deux classes de circulation : la migration, qui tombe sous le coup de la loi, et la mobilité, qui bénéficie au contraire de la protection de la loi. Avec le bâton de l' « autonomie », la carotte de la « mobilité ». Une rotation accélérée maximal de l'investissement augmente la rentabilité, avec des permis de séjour restreints et racistes, et des frais d'inscription notablement plus élevés pour les non-résidents en Europe pendant la durée de leur « visite ». Ben Rosenzweig place les étudiants qui ont à supporter ces restrictions dans le cadre des espaces de savoir sous l'étiquette de « consommateurs invités" »[6], alors que cette notion est définie en termes d'économie comme une « exportation éducative ».

Les réformes qui structurent l'espace européen d'enseignement supérieur sont le résultat d'un système capitaliste en faillite, qui cherche constamment de nouvelles ressources, dans la mesure où la

crise atteint un point où l'appropriation et l'oppression prennent une forme plus fréquente et plus créative dans les classes confortables du « premier monde ». Les frontières de cet espace ne coïncident pas avec les frontières de la lutte. Les politiques d'ajustement structurel, depuis des décennies, ont initié des réformes de l'éducation visant à la privatisation à travers tous les pays du Sud, un bon test avant de les introduire dans le centre. Les manifestations contre ces politiques ont duré autant que les réformes elles-mêmes, apportant à leur tour leur lot de savoir, tiré des leçons apprises et des expériences accumulées du fait de l'oppression. Que veut dire rejeter la « liberté », si elle se définit comme la libre circulation des biens, des services, du capital et des citoyens dans le premier monde, fortifiant autour de lui ses frontières ? Et comment pouvons-nous comprendre la signification de la résistance transnationale unie, dans un espace qui soutient ce mouvement même dans ce même espace ? Cette lutte trouve-t-elle sa réponse dans la suppression de toute liberté de circulation quelle qu'elle soit, comme cela se passe dans la périphérie ?

Dans la nuit du 27 juin 2010, à Vienne, deux poubelles ont été incendiées à l'extérieur de l'agence pour l'emploi de Redergasse, alors inoccupée. L'incident a été filmé et posté en ligne avec un commentaire, dont une partie disait ceci : "le marché du travail doit être protégé par des entreprises disciplinaires, telles que l'agence pour l'emploi, l'une des institutions centrales du capitalisme."[7] Le 6 juillet 2010, la police a perquisitionné trois appartements viennois et arrêté trois personnes. Des portes ont été cassées, des verrous forcés, des ordinateurs et des disques durs confisqués. Les bureaux de l'association culturelle locale, Kaleidoskop, ont également été mis à sac, sous prétexte qu'elle était politiquement d'accord avec cet incendie volontaire.[8] Une quatrième personne a été arrêtée le 20 juillet. La détention de ces personnes va bien au-

delà des conséquences classiques d'une destruction volontaire de poubelles. Les charges n'ont pas encore été définies, et on ignore encore quelle sera la durée de leur séjour en prison avant le procès, si procès il y a.

Le 21 mai 2008, la police a fouillé 23 maisons de militants des droits des animaux à Vienne. Ces personnes étaient surveillées par la police depuis 1997 au moins. Treize d'entre elles ont été arrêtées et placés en détention pendant 105 jours, pour être finalement passées en jugement et accusés au titre d'une nouvelle disposition anti-mafia, l'article §278a, un an et demi après leur arrestation.[9] Le procès des suspects est toujours en cours. Les résultats ne sont pas connus ; toutefois, les accusés ont déjà "payé" au niveau du temps perdu, de l'espace, des ressources et de la dette accumulée. On s'attend à ce que l'article suivant, §278b, soit appliqué aux personnes suspectées de l'attaque de l'agence pour l'emploi, assimilant le collectif à une organisation terroriste. La gravité de ces accusations tend à expliquer cette arrestation hors norme. Trois des suspects, A., B. et J., figurent parmi les principaux protagonistes du mouvement de protestation étudiant de Vienne.[10]

Savoirs de la rébellion, auto-éducation

L'oppression et l'immobilisation symbolisent une certaine fragilité, qui doit être préservée par des mesures désespérées. Les temps de crise désespérés appellent des mesures désespérées, et l'économie du savoir est une source de ressources dans une économie globale chancelante. Dans la mesure où la crise gagne lentement les classes moyennes qui vivent dans le « premier monde », les formes de discipline qui avaient pour but de fortifier leur sécurité le font aussi.

Au cours des manifestations universitaires, les interventions brutales de la police ont fait tache d'huile, du « premier monde » au « troisième ». Elles ont cependant produit des réactions souvent imprévisibles. Dans de nombreux cas, telle l'extrême violence de la police à l'Université de Floride,[11] des actions inattendues de protestation, des occupations et des blocus ont été organisés. Tout récemment, le 26 juillet 2010, une manifestation rassemblant essentiellement des étudiants non résidents protestant contre la hausse de la TVA et des frais de scolarité a commencé au Bangladesh, l'Université de Chittagong déclarant une grève illimitée. A ce jour, les autorités ont monté un dossier d'accusation contre 32 militants, donnant bien évidemment au mouvement une plus grande vigueur. Il est en train, depuis le campus, de gagner toute la ville : d'autres institutions de Chittagong rejoignent le mouvement, et des milliers de personnes occupent les quatre artères principales de la ville.[12] On note des cas de plus en plus nombreux dans lesquels l'appropriation de la lutte et l'oppression policière ne font pas taire la résistance. Les leçons ont été apprises. Des modes de contestation plus créatifs et plus agressifs ne cessent de se développer.

« Aussi longtemps qu'existera l'article 278a, il y aura des manifestations ! Aussi longtemps que durera l'oppression, il y aura une résistance ! Pour un mouvement combatif ! Certains d'entre nous sont affectés, mais nous sommes tous concernés. »[13] Ce que Bobby Subhabrata Banerjee appelle « translocalité » constitue le lien le plus large entre les implications de l'oppression et de la lutte. La translocalité amène à traduire le sentiment de sa propre implication dans les processus globaux en actions de résistance généralisées, dès lors qu'on est conscient de la collusion de l'Etat et du capital au niveau local.[14] La lutte ne peut pas faire abstraction de la complicité des privilèges de l'un dans l'oppression de l'autre.

La lutte et la collectivité ne doivent à aucun prix achopper sur des divisions de classe, des divisions racistes, sexistes ou autres frontières socialement construites, qu'elles définissent des corps ou la terre qui les sépare. Ces divisions doivent être abolies.

Les manifestations dans le secteur de l'éducation ont souligné la logique transgressive d'appropriation du capital à l'égard de toutes les sphères de la vie, que l'abandon de la notion de demande n'a fait qu'exacerber. Les arts et l'enseignement offraient un modèle parfait d'infantilisation, d'appropriation et de flexibilité du travailleur dans l'économie néolibérale. Toutefois, dès l'instant où l'action collective, qui avait pris naissance grâce précisément à l'art et à l'auto-éducation, a été confrontée à une oppression qui transcendait les limites mêmes de cette infantilisation et de cette appropriation, quelque chose d'autre est devenu parfaitement clair. Les frontières qui existent de fait dans un système d'éducation et dans une société prétendument « autonomes » et « mobiles » ont été mises au jour. L'abandon des exigences, la saisie et l'occupation ont jeté les bases d'un modèle d'une autre nature pour une éducation (artistique) autogérée différente, qui puisse renforcer [empower] les capacités et perforer les coutures d'un système de savoir fortifié.

---

[1] Lina Dokuzović & Eduard Freudmann: « Squatting the Crisis: On the Current Protests in Education and Perspectives on Radical Change », *European Institute for Progressive Cultural Policies*, Vienne, 11/2009; http://eipcp.net/n/1260352849

[2] Ces revendications rappellent les déclarations du mouvement de libération zapatiste contre le NAFTA (North American Free Trade

Agreement), le jour de son entrée en vigueur, 16 février 1994: « We will demand what is right and right for everyone: freedom, justice, democracy, everything for everyone and nothing for ourselves! »

[3] Johann Kaspar, « We Demand Nothing: On the Practical Necessity of Demanding Nothing », *Fire to the Prisons,* Numéro 7, automne 2009; http://zinelibrary.info/files/wedamandnothing-read.pdf

[4] *Ibid.*

[5] Pour une analyse détaillée des espaces de l'enseignement supérieur, voir : Lina Dokuzović & Eduard Freudmann, « Fortified Knowledge: From Supranational Governance to Translocal Resistance », *The Worlds & Knowledges Otherwise*, Volume 3, Dossier 2: *On Europe, Education, Global Capitalism and Ideology*, sous la direction de Marina Gržinić, Duke University, juillet 2010; http://trinity.duke.edu/globalstudies/volume-3-dossier-2-on-europe-education-global-capitalism-and-ideology

[6] Ben Rosenzweig, « International Student Struggles: Transnational Economies, Guest Consumers and Processes of Restructuring », *Mutiny*, n° 48, 2010, http://jura.org.au/files/jura/Mutiny%2048%20WebV3.pdf

[7] Traduction de l'auteur ; « BRANDZEICHEN SETZEN! - Direkte Aktion beim Arbeitsmarktservice Redergasse in Wien », 29 juin 2010; http://linksunten.indymedia.org/de/node/22143; consulté le 1er juillet 2010.

[8] Voir, en allemand: « Anti-Repressionsdemo in Wien, 12. Jul 2010 – Solidarität mit den drei U-Häftlingen... », 12 juillet 2010,

http://fm5ottensheim.blogspot.com/2010/07/anti-repressionsdemo-in-wien-12-juli.html; consulté le 14 juillet 2010.

[9] Voir, en allemand : « Was bisher geschah », *Gemeint sind wir alle! Solidarität mit den von §278a betroffenen AktivistInnen,* http://antirep2008.org/?page_id=886; consulté le 14 juillet 2010.

[10] Déclaration et pétition en allemand: « Offener Brief zu den Verhaftungen von Studierenden », 29 juillet 2010, http://www.ots.at/presseaussendung/OTS_20100729_OTS0145/offener-brief-zu-den-verhaftungen-von-studierenden

[11] Andrew Stanfill, « UF Student was Shot in Head by Police », 2 mars 2010; http://www.gainesville.com/article/20100303/ARTICLES/100309832?p=1&tc=pg; consulté le 1er juin 2010.

[12] « Chittagong University on Indefinite Strike », 31 juillet 2010, http://occupyca.wordpress.com/2010/07/31/chittagong-university-on-indefinite-strike/ ; consulté le 1er août 2010.

[13] Déclaration de solidarité envers les militants arrêtés, traduction de l'auteur : « Solange es §278a gibt, wird es Proteste geben! Solange es Unterdrückung gibt, wird es Widerstand geben! Für eine kämpferische Bewegung! Getroffen sind einige – Gemeint sind wir alle ».

[14] « The translocal emerges at the intersection of political society and civil society where groups of people comprising the political society in different parts of the globe are fighting similar battles over resources against market and state actors. » Subhabrata Bobby Banerjee, « Histories of Oppression and Voices of Resistance: Towards a Theory of the Translocal », *Reartikulacija*, no. 9, Ljubljana, 2009; http://www.reartikulacija.org/?p=612